



CONVENTION DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE DE PERSONNELS DE LA VILLE DE GRASSE AUPRES DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON

Entre

La Commune de Grasse représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, en sa qualité de Maire, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° 2021-31 du 23 mars 2021 désignée ci-après par « la Ville »,

D'une part,

Et

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, place du Petit Puy, représenté par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD ou son représentant, agissant au nom et pour le compte du Syndicat, ci-après dénommé « le Syndicat »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

À sa création le 1^{er} janvier 2017, le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon a fonctionné exclusivement avec des services et des moyens mutualisés provenant des villes de Grasse et de Valbonne.

Lors du transfert des compétences « eau » et « assainissement » en 2020, des personnels techniques de la ville de Grasse ont intégré les services de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. De fait, le S.I.E.F. a alors fonctionné avec des personnels des villes de Grasse, de Valbonne et de la C.A.P.G.

Parallèlement, et afin de répondre à ses besoins croissants en matière personnels techniques eu égard aux importants programmes de travaux de renouvellement de réseaux lancés, le Syndicat a recruté deux agents : M. Marc FLOCON, ingénieur territorial, à compter du 1^{er} septembre 2018 puis M. Yann PICARD, technicien territorial, à compter du 1^{er} janvier 2022.

Aujourd'hui, il est nécessaire de prendre en considération le projet de mutualisation des services techniques engagé par la ville de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. Ce projet se concrétisera par la création d'une Direction Générale des Services Techniques commune et le transfert d'une partie des personnels techniques de la ville de Grasse à la C.A.P.G. à compter du 1^{er} janvier 2023.

Aussi, il convient d'anticiper la mise en œuvre de cette mutualisation des services techniques en modifiant les conventions de mise à disposition partielle de personnels de la ville de Grasse et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu la délibération n° 2021-31 du Conseil municipal 23 mars 2021 portant mise à disposition partielle de personnels municipaux auprès du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon ;

II EST CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Conformément aux dispositions des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, la Ville de Grasse met partiellement à disposition du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon plusieurs de ses personnels municipaux.

Les moyens matériels suivants seront également mis à disposition du Syndicat : logiciel de gestion financière Civil Net Finances (CIRIL), ordinateurs, véhicules.

Les frais associés à la gestion du logiciel (paramétrages spécifiques, journées de formation, coût de maintenance, etc...) ainsi que les frais annexes de fonctionnement des personnels mis à disposition feront l'objet d'un remboursement par le Syndicat.

ARTICLE 2 – PERSONNELS MIS À DISPOSITION

La mise à disposition, à temps non complet, objet de la présente convention concerne les personnels de la Ville de Grasse suivants :

Nom et prénom	Catégorie	Fonction au sein du Syndicat
Pierre-Olivier LEHEMBRE	A+	Responsable juridique
Aline ZAHNO	B	Responsable commande publique
Isabelle PISCHON	C	Agent commande publique
Habiba RAHAL	C	Agent d'assurances
Laurent PASCAL	A	Négociateur foncier
Martine VIDAL	A	Responsable ressources humaines
Savéa AMRANE	C	Gestionnaire paie
Céline ROSSI	B	Environnement et urbanisme
Sébastien MUSSO	C	Responsable informatique
François-Xavier VIARD	C	Informaticien
Mariano GARCIA	C	Responsable téléphonie
Mathieu ESTELA	C	Responsable parc automobile
Cédric HOCQUAUX	C	Chef d'atelier parc automobile

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EMPLOI DES FONCTIONNAIRES MIS A DISPOSITION

Durant le temps de mise à disposition, les personnels de la Ville effectueront les temps de travail moyens suivants :

Nom et prénom	Catégorie	% indicatif de temps affecté à la mise à disposition
Pierre-Olivier LEHEMBRE	A+	5 %
Aline ZAHNO	B	5 %
Isabelle PISCHON	C	5 %
Habiba RAHAL	C	5 %
Laurent PASCAL	A	5 %
Martine VIDAL	A	5 %
Savéa AMRANE	C	5 %
Céline ROSSI	B	5 %
Sébastien MUSSO	C	5 %
François-Xavier VIARD	C	5 %
Mariano GARCIA	C	5 %
Mathieu ESTELA	C	5 %
Cédric HOCQUAUX	C	5 %

Dans le cadre de ces missions, les fonctionnaires territoriaux mis à disposition s'engagent à respecter l'ensemble du règlement intérieur en vigueur au sein du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon. La Ville continue à gérer la situation administrative du personnel mis à disposition.

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE REMBOURSEMENT DE FRAIS

Les montants des rémunérations, cotisations et contributions afférentes, ainsi que les charges correspondantes au 2ème alinéa du III de l'article 6 du décret du 18 juin 2008 versé par la Ville, seront remboursés par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon au réel selon les modalités suivantes : le traitement des fonctionnaires territoriaux mis à disposition sera ramené au taux horaire puis multiplié par le nombre d'heures effectuées au profit du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon.

Les frais de formation et les frais de mission liés aux missions exercées pour le Syndicat seront remboursés au réel sur présentation des justificatifs correspondant

La Ville supporte seule les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L-27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

Les frais associés à la gestion du logiciel seront remboursés annuellement sur présentation des justificatifs correspondants : paramétrages spécifiques au Syndicat, journées de formation, coût de maintenance au prorata du nombre d'écritures gérées et tout autre frais engagé pour le compte du Syndicat.

Le remboursement des frais généraux s'effectue sur la base d'un état annuel correspondant à 5 % du montant des frais de personnel remboursés annuellement aux Villes par le SIEF.

L'ensemble des charges visées ci-dessus est constaté après établissement du Compte Administratif de la Ville. Le remboursement effectué par le Syndicat fait l'objet d'un versement annuel à réception du titre de recette émis par la Ville.

ARTICLE 5 – DURÉE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2024. Elle pourra être renouvelée deux fois par période de 1 an sur demande concordante des deux signataires.

Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires agissant en vertu des d'une délibération exécutoire notifiée au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées dans l'avenant n° 2.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus pour des biens ou des personnels mis à disposition sont automatiquement transférés au Syndicat pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de la Commune, dans les contrats conclus par ses soins pour les services faisant l'objet des présentes.

ARTICLE 6 - DROITS ET OBLIGATIONS

Les fonctionnaires mis à disposition demeurent soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et à la réglementation relative aux cumuls d'emplois.

En cas de faute, une procédure disciplinaire peut être engagée par la Ville.

ARTICLE 7 - FIN DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à la demande :

- De la ville de Grasse,
- Du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon,
- Du fonctionnaire mis à disposition.

La demande de fin de mise à disposition prendra effet après respect d'un préavis de trois mois.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la collectivité territoriale et l'organisme d'accueil.

Si, au terme de la mise à disposition, le fonctionnaire territorial ne peut être réaffecté dans les fonctions exercées auparavant à la Ville, il sera placé, après avis de la Commission Administrative Paritaire, dans les

fonctions d'un niveau hiérarchique comparable dans le respect des règles du 2^{ème} alinéa de l'article 54 de la loi du 26 janvier 1984.

ARTICLE 8 – LITIGES

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à utiliser toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront, en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative, devant le Tribunal Administratif compétent à savoir, en règle générale, celui de Nice.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux personnels concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Ville et du Syndicat.

Fait à GRASSE, en deux exemplaires.

Pour la Ville de Grasse,
Le Maire,

Pour le Syndicat Intercommunal
des Eaux du Foulon,
Le Président,

Jérôme VIAUD

Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Jérôme VIAUD